

---

Deuxième session, trente et unième Législature

---

---

Second Session, Thirty-First Legislature

---

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

**Projet de loi n° 27**

**Bill No. 27**

Loi modifiant la Loi des mines

An Act to amend the Mining Act

---

Première lecture

---

---

First reading

---

M. BÉRUBÉ

---

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC  
CHARLES-HENRI DUBÉ  
QUÉBEC OFFICIAL PUBLISHER

1 9 7 7

## Projet de loi n° 27

Loi modifiant la Loi des mines

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

**1.** L'article 1 de la Loi des mines (1965, 1<sup>re</sup> session, chapitre 34), modifié par l'article 1 du chapitre 36 des lois de 1968 et l'article 1 du chapitre 27 des lois de 1970, est de nouveau modifié:

a) par le remplacement des paragraphes 19° et 20° par les suivants:

«19° «bail minier»: le bail visé dans l'article 89;

«20° «bail minier souterrain»: le bail visé dans l'article 90;»;

b) par l'insertion, après le paragraphe 23°, du suivant:

«23a° «système de gestion de matériaux rejetés»: ensemble d'opérations administratives et techniques assurant l'enlèvement, le transport, l'entreposage, le traitement et le dépôt définitif des déchets miniers ainsi que les biens meubles et immeubles affectés à ces fins;».

**2.** L'article 3 de ladite loi, modifié par l'article 2 du chapitre 36 des lois de 1968, est remplacé par le suivant:

«**3.** Les droits découlant d'un claim, d'un permis de mise en valeur, d'un

## Bill No. 27

An Act to amend the Mining Act

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

**1.** Section 1 of the Mining Act (1965, 1st session, chapter 34), amended by section 1 of chapter 36 of the statutes of 1968 and by section 1 of chapter 27 of the statutes of 1970, is again amended:

(a) by replacing paragraphs 19 and 20 by the following:

“(19) “mining lease”: the lease contemplated in section 89;

“(20) “underground mining lease”: the lease contemplated in section 90;”;

(b) by adding, after paragraph 23, the following:

“(23a) “rejected materials management system”: the aggregate of administrative and technical operations for the removal, haulage, storage, milling and permanent deposit of the tailings of mining, and the moveable and immoveable property allocated to such purposes;”.

**2.** Section 3 of the said act, amended by section 2 of chapter 36 of the statutes of 1968, is replaced by the following:

“**3.** The rights derived from a claim, development licence, special licence, ex-

## NOTES EXPLICATIVES

*L'article 1 du projet de loi définit les expressions «bail minier», «bail minier souterrain» et «système de gestion de matériaux rejetés».*

*L'article 2 indique que les droits découlant d'un permis de recherche de saumure et d'un bail d'exploitation de saumure sont des droits réels et immobiliers.*

*L'article 3 interdit à toute personne de jalonner, sans la permission du ministre, tout terrain où les droits de mine appartiennent à la Couronne et qui lui est réservé pour fin de travaux d'inventaires et de recherches minières, de même que tout terrain situé dans le territoire du Nouveau-Québec.*

*L'article 4 permet au ministre ou au lieutenant-gouverneur en conseil de conclure une entente fixant des conditions ou obligations à celui qui désire jalonner certains terrains ou de lui imposer des conditions ou obligations.*

*L'article 5 détermine que, lorsqu'un terrain a été l'objet d'un claim abandonné, le délai de trente jours, au cours duquel aucun jalonnement ne peut être effectué, commence à courir à la date de réception par le ministre d'un avis écrit d'abandon. Il a de plus pour effet de retarder le nouveau jalonnement de tout terrain qui a été l'objet d'un permis de mise en valeur*

## EXPLANATORY NOTES

*Section 1 of this bill defines the expressions "mining lease", "underground mining lease" and "rejected materials management system".*

*Section 2 states that the rights derived from an exploration licence for brine and an operating lease for brine are immoveable real rights.*

*Section 3 forbids all persons to stake out, without permission of the Minister, any land on which the Crown owns mining rights and that is reserved to it for the purpose of mining inventory and exploration work, or any land situated within the territory of New Québec.*

*Section 4 enables the Minister or the Lieutenant-Governor in Council to conclude an agreement setting conditions or obligations for a person wishing to stake out certain lands, or to impose conditions or obligations on him.*

*Section 5 specifies that where any land has been the object of an abandoned claim, the thirty day period in which restaking is not to be carried out begins to run on the day the Minister receives written notice of abandonment. It also delays the restaking of any land which has been the object of a cancelled claim, a cancelled development licence or a claim the recording*

permis spécial, d'un permis d'exploration, de recherche, de recherche de réservoirs souterrains, d'enfouissement ou de recherche de saumure, d'un bail d'exploitation, d'un bail à emmagasinement, d'un bail d'exploitation de saumure, d'un bail minier ou d'une concession minière sont des droits réels et immobiliers.»

**3.** L'article 29 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**29.** Personne ne peut sans la permission écrite du ministre jalonner les terrains:

- a) mis de côté par la couronne comme lots de village ou de ville;
- b) subdivisés en lots à bâtir et inscrits comme tels sur le plan et dans le livre de renvoi du cadastre officiel;
- c) situés dans les limites d'une cité ou d'une ville;
- d) réservés en vertu du paragraphe b de l'article 272a; ou
- e) situés dans le territoire du Nouveau-Québec.»

**4.** L'article 31 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**31.** La permission écrite du ministre et l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil peuvent comporter des conditions et obligations, et notamment, nonobstant les articles 76 à 88, des conditions et obligations relatives aux travaux requis.

Ces conditions et obligations peuvent être:

- a) imposées par le ministre dans le cas de l'article 29;
- b) imposées par le lieutenant-gouverneur en conseil dans le cas de l'article 30; ou
- c) prévues dans une convention approuvée par le lieutenant-gouverneur

ploration permit, exploration licence, exploration licence for underground reservoirs, disposal licence, exploration licence for brine, operating lease, storage lease, operating lease for brine, mining lease or mining concession are immoveable real rights.”

**3.** Section 29 of the said act is replaced by the following:

“**29.** No person, without the written permission of the Minister, may stake out as claims any lands:

- (a) set aside by the Crown as village or town lots;
- (b) subdivided into building lots and entered as such on the plan and in the book of reference of the official cadastre;
- (c) situated within the limits of a city or town;
- (d) reserved under paragraph b of section 272a; or
- (e) situated within the territory of New Québec.”

**4.** Section 31 of the said act is replaced by the following:

“**31.** The written permission of the Minister and the authorization of the Lieutenant-Governor in Council may include conditions and obligations, particularly, notwithstanding sections 76 to 88, conditions and obligations relating to the required work.

Such conditions and obligations may be:

- (a) imposed by the Minister in the case of section 29;
- (b) imposed by the Lieutenant-Governor in Council in the case of section 30; or
- (c) provided for in an agreement approved by the Lieutenant-Governor

annulé ou d'un claim qui a été annulé ou dont l'enregistrement a été refusé, jusqu'à la décision définitive sur l'annulation ou le refus.

L'article 6 modifie la loi de façon à exiger, lorsqu'il n'est pas possible de placer un piquet à l'un des angles d'un claim, que le jalonneur du claim indique, en plus de la distance entre le piquet indicateur et le sommet de cet angle du claim, l'orientation du sommet du même angle par rapport au piquet indicateur.

L'article 7 retranche l'obligation de soumettre d'abord au ministre toute question relative à l'existence ou à la validité d'un claim.

L'article 8 détermine la procédure d'appel au juge des mines d'une décision du ministre.

L'article 9 détermine que les travaux à être effectués par le détenteur d'un claim ou d'un permis de mise en valeur sont prescrits par règlement et que le détenteur doit faire rapport au ministre.

L'article 10 est de concordance.

L'article 11 augmente à deux cent vingt-cinq acres la superficie totale maximum concédée par bail à une même personne pendant une période de douze mois.

L'article 12 permet à la Couronne d'extraire de ses terres le sable, la pierre et le gravier dont elle peut avoir besoin pour la construction et l'entretien de ses ouvrages. Il permet également au ministre de disposer, aux conditions établies par règlement, du droit d'exploitation des dépôts de sable et de gravier sur des terres de la Couronne ou de particuliers.

L'article 13 établit que c'est sur une concession minière que doit avoir été faite, avant le premier janvier 1971, la cession d'un droit de surface par bail dit emphytéotique, pour être considérée comme une vente pure et simple.

of which has been refused, until final decision on the cancellation or refusal.

Section 6 amends the act to introduce the requirement, where it is impossible to plant a stake at any of the angles of the claim, that the staker of the claim indicate the distance between the witness post and the apex of that angle of the claim, and also the direction from the witness post in which the apex of that angle is located.

Section 7 sets aside the requirement that any question respecting the existence or validity of a claim must first be submitted to the Minister.

Section 8 determines the procedure of appeal to the Mining Judge from a decision of the Minister.

Section 9 states that the work to be executed by the holder of a claim or of a development licence is prescribed by regulation and that the holder must send a report to the Minister.

Section 10 is for concordance.

Section 11 increases the maximum total area that may be granted by lease to any one person during a twelve month period to two hundred and twenty-five acres.

Section 12 enables the Crown to take from its lands the sand, stone and gravel it may need for the construction and maintenance of its works. Further, it authorizes the Minister to dispose, upon such conditions as are determined by regulation, of the right of working sand and gravel deposits on Crown or private lands.

Section 13 establishes that where the transfer of a surface right by emphyteutic lease must have been made before 1 January 1971 to be deemed a sale pure and simple, the surface right in question is a surface right on a mining concession.

en conseil et conclue par le ministre et celui qui demande la permission ou l'autorisation de jalonner.»

**5.** L'article 32 de ladite loi, modifié par l'article 4 du chapitre 27 des lois de 1970, est remplacé par le suivant:

«**32.** 1. Tout terrain qui a été l'objet d'un claim périmé ou abandonné ne peut être jalonné de nouveau avant trente jours de la date de l'expiration ou de la réception par le ministre de l'avis écrit d'abandon et pas avant sept heures du matin le trente et unième jour.

2. Toutefois, ce terrain ne peut être jalonné de nouveau par la même personne, ni pour le bénéfice d'une personne qui le détenait auparavant ou qui y avait un intérêt avant soixante jours de la date de l'expiration ou de la réception par le ministre de l'avis écrit d'abandon et pas avant sept heures du matin le soixante et unième jour.

3. Tout terrain qui a été l'objet d'un permis de mise en valeur annulé ou d'un claim qui a été annulé ou dont l'enregistrement a été refusé, ne peut être jalonné de nouveau tant que la décision sur l'annulation ou le refus n'est pas définitive.»

**6.** L'article 33 de ladite loi, modifié par l'article 5 du chapitre 27 des lois de 1970, est de nouveau modifié par le remplacement du paragraphe *g* par le suivant:

«(*g*) S'il n'est pas possible de placer un piquet au sommet d'un des angles du claim, le jalonneur doit placer à l'endroit propice le plus rapproché un piquet sur lequel il doit:

i. poser la plaque métallique prescrite par le paragraphe *c*;

in Council and concluded between the Minister and the person requesting the permission or authorization to stake out.”

**5.** Section 32 of the said act, amended by section 4 of chapter 27 of the statutes of 1970, is replaced by the following:

“**32.** (1) Any land which has been the object of a lapsed or abandoned claim shall not be restaked within thirty days of the date of the expiry or of the reception by the Minister of the written notice of abandonment, nor before seven o'clock in the morning of the thirty-first day.

(2) However, such land shall not be restaked by the same person or for the benefit of any person who previously held it or had an interest therein within sixty days of the date of the expiry or of the reception by the Minister of the written notice of abandonment, nor before seven o'clock in the morning of the sixty-first day.

(3) Any land which has been the object of a cancelled development licence, of a cancelled claim or of a claim the recording of which has been refused shall not be restaked before the final decision on the cancellation or refusal.”

**6.** Section 33 of the said act, amended by section 5 of chapter 27 of the statutes of 1970, is again amended by replacing paragraph *g* by the following:

“(g) If it is impossible to plant a stake at the apex of any of the angles of the claim, the staker must plant at the nearest convenient place a stake on which he must:

(i) affix the metal plate prescribed in paragraph *c*;

L'article 14 permet au ministre d'imposer à un particulier l'exécution des travaux requis pour assurer la sécurité des personnes et des biens suite à la découverte de gaz naturel, à défaut de quoi le ministre peut exécuter ces travaux aux frais du particulier.

L'article 15 précise le pouvoir du lieutenant-gouverneur en conseil de révoquer, dans l'intérêt public, les droits de surface d'une concession minière inexploitée.

L'article 16 prévoit l'approbation par le ministre du système de gestion de matériaux rejetés d'un exploitant, avant le commencement des opérations.

L'article 17 permet au ministre:

a) d'obtenir d'un exploitant les plans et documents, prescrits par règlement, relatifs à un système de gestion de matériaux rejetés;

b) d'exiger d'un exploitant l'exécution de travaux pour prévenir tous dommages aux occupants des propriétés de la région environnante d'un système de gestion;

c) d'exiger d'un exploitant l'exécution de travaux nécessaires pour prévenir les dommages causés par des matériaux rejetés déposés avant l'approbation d'un système de gestion.

L'article 18 permet à toute personne de sexe féminin de travailler sous terre dans une mine.

L'article 19 substitue le ministre à l'inspecteur en chef des mines dans l'exercice du pouvoir de suspendre, en cas d'urgence, toute disposition d'un règlement concernant la sécurité et la salubrité dans les mines.

L'article 20 accorde au ministre plutôt qu'à l'inspecteur en chef des mines le pouvoir de déterminer le nombre d'ouvriers de chaque mine qui doivent suivre des cours sur l'usage et l'entretien des appareils de sauvetage.

Section 14 enables the Minister to order any individual to execute such works as are required to ensure the safety of persons and property upon discovery of natural gas, failing which the Minister may execute such works at the cost of the individual.

Section 15 specifies the power of the Lieutenant-Governor in Council to revoke, in the public interest, the surface rights on a mining concession which is not operated.

Section 16 provides that an operator must obtain approval by the Minister of his rejected materials management system before commencing operations.

Section 17 enables the Minister:

(a) to obtain from any operator the documents and plans prescribed by regulation regarding his rejected materials management system;

(b) to require an operator to execute works to avoid damage to the occupants of properties in the region surrounding his management system;

(c) to compel an operator to execute the works necessary to prevent damage caused by rejected materials deposited before approval of his management system.

Section 18 enables any female person to work underground in a mine.

Section 19 transfers the exercise of the power to suspend any provision of a regulation respecting safety and health in mines, in cases of emergency, from the chief inspector of mines to the Minister.

Section 20 gives the Minister instead of the chief inspector of mines the power to fix the number of workmen in each mine who must follow a course on the use and maintenance of rescue apparatus.

ii. inscrire les renseignements exigés par les paragraphes *d* et *e*;

iii. apposer l'inscription «P.I.» (piquet indicateur) ou «W.P.» (witness post);

iv. indiquer la distance entre le piquet indicateur et le sommet véritable de l'angle du claim;

v. indiquer la direction du sommet véritable de l'angle par rapport au piquet indicateur.»

**7.** L'article 48 de ladite loi est abrogé.

**8.** L'article 51 de ladite loi, modifié par l'article 4 du chapitre 36 des lois de 1968 et l'article 9 du chapitre 27 des lois de 1970, est remplacé par le suivant:

«**51.** Lorsqu'une décision sur le refus d'enregistrement ou l'annulation d'un claim est rendue par le ministre, ce dernier en donne un avis écrit par lettre recommandée aux parties intéressées et chacune d'elles peut, dans les trente jours de la date de cet avis, interjeter appel de cette décision au juge des mines suivant la procédure prévue aux articles 282 et 283.»

**9.** L'article 76 de ladite loi, modifié par l'article 2 du chapitre 37 des lois de 1969 et remplacé par l'article 17 du chapitre 27 des lois de 1970, est de nouveau remplacé par les suivants:

«**76.** Le détenteur d'un claim ou d'un permis de mise en valeur doit effectuer ou faire effectuer, à la satisfaction du ministre, sur le terrain couvert par son claim ou son permis, les travaux qui sont prescrits par règlement.

«**76a.** Le détenteur d'un claim ou d'un permis de mise en valeur doit faire

(ii) inscribe the particulars required in paragraphs *d* and *e*;

(iii) affix the inscription "W.P." (witness post) or "P.I." (piquet indicateur);

(iv) indicate the distance between the witness post and the actual apex of the angle of the claim;

(v) indicate in which direction from the witness post the actual apex of the angle is located."

**7.** Section 48 of the said act is repealed.

**8.** Section 51 of the said act, amended by section 4 of chapter 36 of the statutes of 1968 and by section 9 of chapter 27 of the statutes of 1970, is replaced by the following:

"**51.** When the Minister makes a decision respecting the refusal to record or the cancellation of a claim, he shall give written notice thereof by registered mail to the interested parties, each of whom may, within thirty days of the date of such notice, appeal such decision to the Mining Judge, following the procedure set out in sections 282 and 283."

**9.** Section 76 of the said act, amended by section 2 of chapter 37 of the statutes of 1969 and replaced by section 17 of chapter 27 of the statutes of 1970, is again replaced by the following sections:

"**76.** The holder of a claim or of a development licence shall execute or cause to be executed, to the satisfaction of the Minister, on the land covered by his claim or licence, the work prescribed by regulation.

"**76a.** The holder of a claim or development licence shall report to the



*L'article 21 accorde au ministre plutôt qu'à un inspecteur des mines le pouvoir d'ordonner à un exploitant ou à ses agents de remédier à tout état de choses ou pratique jugé dangereux.*

*L'article 22 restreint et modifie le pouvoir réglementaire du lieutenant-gouverneur en conseil en concordance avec les modifications apportées à la loi.*

*L'article 23 permet au lieutenant-gouverneur en conseil de faire des règlements pour autoriser le ministre à délivrer des permis d'exploration pour la recherche de substances minérales dans les matériaux rejetés qui font partie du domaine public.*

*L'article 24 permet de délivrer les permis prévus à l'article 23 à des individus, en plus des sociétés ou compagnies.*

*L'article 25 est de concordance.*

*L'article 26 détermine le pouvoir du ministre d'agir par ordonnance.*

*L'article 27 permet au juge des mines, dans toute affaire dont il est saisi, de modifier la superficie d'un claim dans les proportions qui lui paraissent justes.*

*L'article 28 indique que toute requête au juge des mines doit être signifiée par courrier recommandé ou certifié à toute partie intéressée, y compris le ministre.*

*L'article 29 est de concordance.*

*L'article 30 permet au sous-ministre ou à un fonctionnaire autorisé à cette fin d'exercer certains pouvoirs accordés au ministre par la loi.*

*L'article 31 est de transition.*

*Section 21 gives the Minister instead of the chief inspector of mines the power to order any operator or his agents to remedy any state of affairs or practice considered dangerous.*

*Section 22 limits and amends the regulation making powers of the Lieutenant-Governor in Council, in concordance with other amendments to the act.*

*Section 23 enables the Lieutenant-Governor in Council to make regulations to authorize the Minister to issue exploration permits to explore for mineral substances in rejected materials forming part of the public domain.*

*Section 24 authorizes the issue of the permits provided for in section 23 to individuals, in addition to partnerships and companies.*

*Section 25 is for concordance.*

*Section 26 determines the powers of the Minister to act by order.*

*Section 27 enables the Mining Judge, in matters referred to him, to change the area of a claim in such proportion as he deems fair.*

*Section 28 states that every petition to the Mining Judge must be sent by registered or certified mail to all the interested parties, including the Minister.*

*Section 29 is for concordance.*

*Section 30 enables the Deputy-Minister or any officer authorized thereto to exercise certain powers granted to the Minister by the act.*

*Section 31 is a transitional provision.*

rapport au ministre des travaux effectués sur le terrain couvert par son claim ou son permis dans le délai et de la manière prescrits par règlement.»

**10.** L'article 80 de ladite loi, remplacé par l'article 20 du chapitre 27 des lois de 1970, est abrogé.

**11.** L'article 94 de ladite loi est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

«**94.** La superficie totale concédée par bail à une même personne pendant une période de douze mois ne doit pas dépasser deux cent vingt-cinq acres.»

**12.** Les articles 128 et 129 de ladite loi sont remplacés par les suivants:

«**128.** La couronne a droit, sans indemnité, d'extraire d'un terrain faisant l'objet d'un claim, d'un permis de mise en valeur, d'un bail minier ou d'une concession minière sur des terres de la couronne, le sable, la pierre et le gravier dont elle peut avoir besoin pour la construction ou l'entretien de ses ouvrages.

«**129.** Le ministre peut disposer, à des conditions établies par règlement, du droit d'exploitation des dépôts de sable et de gravier:

a) sur des terres de la couronne, sans être obligé de payer une indemnité aux détenteurs de claims, de permis de mise en valeur ou de baux miniers;

b) sur des terres de particuliers ou des concessions minières, du consentement écrit du propriétaire ou après expropriation.»

**13.** L'article 130*d* de ladite loi, édicté par l'article 26 du chapitre 27 des lois de 1970, est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

Minister the work executed on the land covered by his claim or licence, within such delay and in such manner as are prescribed by regulation."

**10.** Section 80 of the said act, replaced by section 20 of chapter 27 of the statutes of 1970, is repealed.

**11.** Section 94 of the said act is amended by replacing the first paragraph by the following:

"**94.** The total area granted by lease to any one person during a twelve month period must not exceed two hundred and twenty-five acres."

**12.** Sections 128 and 129 of the said act are replaced by the following:

"**128.** The Crown shall be entitled, without indemnity, to extract from any land which is the subject of a claim, development licence, mining lease or mining concession on Crown lands, the sand, stone and gravel which it may need for the construction or maintenance of its works.

"**129.** The Minister, upon such conditions as are determined by regulation, may dispose of the right of working sand and gravel deposits:

(a) on Crown lands, without being obliged to pay any indemnity to the holders of claims, development licences or mining leases;

(b) on private lands or mining concessions with the written consent of the owner or after expropriation."

**13.** Section 130*d* of the said act, enacted by section 26 of chapter 27 of the statutes of 1970, is amended by replacing the first paragraph by the following:

« **130d.** Toute cession d'un droit de surface faite avant le premier janvier 1971, par bail dit emphytéotique, sur une concession minière est considérée comme une vente pure et simple. »

“**130d.** Every transfer of a surface right made before 1 January 1971 by emphyteutic lease on any mining concession shall be deemed a sale pure and simple.”

**14.** L'article 189 de ladite loi est modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

**14.** Section 189 of the said act is amended by adding at the end the following paragraph:

« Lorsque du gaz naturel découvert par un particulier dans son terrain à la suite du forage ou du fonçage d'un puits pour obtenir de l'eau ou autrement met en danger des personnes ou des biens, le ministre peut enjoindre à ce particulier d'exécuter les travaux requis pour assurer la sécurité de telles personnes ou de tels biens ou, s'il n'existe pas d'autre remède utile, de procéder à l'obturation du puits d'où émane le gaz naturel dans le délai qu'il fixe, à défaut de quoi il peut exécuter ces travaux ou procéder à cette obturation aux frais du particulier. »

“When natural gas discovered by an individual on his land as a result of the drilling or digging of a well for water or otherwise puts any person or property in danger, the Minister may order that individual to execute such works as are required to ensure the safety of such person or property or, if there is no other practical remedy, to seal off the well from which the natural gas is emanating, within such delay as he may fix, failing which the Minister may execute such works or seal off the well at the cost of the individual.”

**15.** L'article 206 de ladite loi, modifié par l'article 35 du chapitre 27 des lois de 1970, est de nouveau modifié par le remplacement du paragraphe *c* du premier alinéa, par le suivant:

**15.** Section 206 of the said act, amended by section 35 of chapter 27 of the statutes of 1970, is again amended by replacing subparagraph *c* of the first paragraph by the following:

« (c) à la demande d'une municipalité, les droits de surface du titre d'une concession minière inexploitée depuis au moins dix ans, lorsque, dans l'intérêt public, il l'estime nécessaire pour le développement d'une municipalité. »

“(c) upon an application by a municipality, the surface rights in the title of a mining concession which has not been operated for at least ten years, when he considers it necessary in the public interest for the development of a municipality.”

**16.** L'article 243 de ladite loi est remplacé par le suivant:

**16.** Section 243 of the said act is replaced by the following:

« **243.** Tout exploitant d'une mine, usine de concentration, fonderie ou affinerie doit faire approuver par le ministre, avant le commencement des opérations, son système de gestion de matériaux rejetés. »

“**243.** Every operator of a mine, concentrator, smelter or refinery must, before commencing operations, have his rejected materials management system approved by the Minister.”

**17.** Les articles 244 à 246 de ladite loi sont remplacés par les suivants:

«**244.** Tout exploitant doit, pour les fins de l'article 243, fournir au ministre les documents et plans prescrits par règlement.

«**245.** Si le ministre croit que le système de gestion de matériaux rejetés de l'exploitant, même après son approbation, peut être la cause prochaine ou éloignée de dommages aux occupants des propriétés de la région environnante, il peut, par avis écrit, exiger l'exécution des travaux qu'il peut juger utiles ou nécessaires pour prévenir tous dommages.

«**246.** Le ministre peut, par avis écrit, exiger de tout exploitant l'exécution des travaux qu'il juge nécessaire pour prévenir les dommages causés par des matériaux rejetés déposés antérieurement à l'approbation du système de gestion.»

**18.** L'article 259 de ladite loi est abrogé.

**19.** L'article 262 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**262.** En cas d'urgence, sur demande écrite et motivée de l'exploitant d'une mine, le ministre peut, par des instructions écrites, suspendre, pour une période déterminée y mentionnée, toute disposition d'un règlement fait en vertu de l'article 261. Le ministre peut, en tout temps, modifier ou révoquer ces instructions.»

**20.** L'article 263 de ladite loi est modifié par le remplacement du paragraphe 2 par le suivant:

«2. Le ministre détermine le nombre d'ouvriers de chaque mine qui doi-

**17.** Sections 244 to 246 of the said act are replaced by the following:

“**244.** For the purposes of section 243, every operator must supply the Minister with the documents and plans prescribed by regulation.

“**245.** If the Minister considers that the operator's rejected materials management system, even after it has been approved, may be the proximate or remote cause of damage to the occupants of properties in the surrounding region, he may by written notice require the execution of such works as he may deem expedient or necessary to avoid any damage.

“**246.** The Minister may by written notice compel any operator to execute such works as he deems necessary to prevent damage caused by rejected materials deposited before approval of the management system.”

**18.** Section 259 of the said act is repealed.

**19.** Section 262 of the said act is replaced by the following:

“**262.** In cases of emergency, upon the written request of the operator of a mine, stating his reasons therefor, the Minister may, by written instructions, suspend for a definite period therein stated, any provision of a regulation made under section 261. The Minister may at any time alter or cancel such instructions.”

**20.** Section 263 of the said act is amended by replacing subsection 2 by the following:

“(2) The Minister shall fix the number of workmen in each mine who

vent suivre des cours sur l'usage et l'entretien des appareils de sauvetage. L'exploitant choisit parmi les employés de sa mine les membres de chaque équipe de sauvetage, et doit voir à ce qu'ils suivent les cours.»

**21.** L'article 267 de ladite loi est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

«**267.** Le ministre a le droit d'ordonner par écrit à un exploitant ou à ses agents de remédier, dans le temps qu'il fixe, à tout état de choses ou pratique jugé dangereux.»

**22.** L'article 268 de ladite loi, modifié par l'article 24 du chapitre 36 des lois de 1968 et l'article 37 du chapitre 27 des lois de 1970, est de nouveau modifié:

*a)* par le remplacement du paragraphe *a* par les suivants:

«*a)* prescrire les travaux que doit effectuer le détenteur d'un claim ou d'un permis de mise en valeur;

«*aa)* prescrire la manière selon laquelle le détenteur d'un claim ou d'un permis de mise en valeur doit faire rapport des travaux effectués sur le terrain couvert par son claim ou son permis de mise en valeur de même que le délai dans lequel le rapport doit être fait;»;

*b)* par le remplacement du paragraphe *c* par le suivant:

«*c)* établir les conditions auxquelles le ministre peut disposer du droit d'exploitation des dépôts de sable et de gravier;»;

*c)* par la suppression du paragraphe *k*;

*d)* par la suppression du paragraphe *n*;

*e)* par l'insertion, après le paragraphe *o*, du suivant:

must follow a course on the use and maintenance of rescue apparatus. The operator shall choose from among the employees of his mine the members of each rescue crew, and must see that they follow the course."

**21.** Section 267 of the said act is amended by replacing the first paragraph by the following:

"**267.** The Minister may order in writing any operator or his agents to remedy, within such time as he may determine, any state of affairs or practice considered dangerous."

**22.** Section 268 of the said act, amended by section 24 of chapter 36 of the statutes of 1968 and by section 37 of chapter 27 of the statutes of 1970, is again amended:

*(a)* by replacing paragraph *a* by the following paragraphs:

"*(a)* prescribe the work that must be executed by the holder of a claim or of a development licence;

"*(aa)* prescribe the manner in which the holder of a claim or of a development licence must report the work executed on the land covered by his claim or development licence, and the delay within which the report must be made;";

*(b)* by replacing paragraph *c* by the following:

"*(c)* establish the conditions on which the Minister may dispose of the right of working sand and gravel deposits;";

*(c)* by striking out paragraph *k*;

*(d)* by striking out paragraph *n*;

*(e)* by inserting, after paragraph *o*, the following:

«*oo*) prescrire les documents et plans que doit fournir au ministre tout exploitant en vertu de l'article 244;»;

*f*) par le remplacement du paragraphe *q* par le suivant:

«*q*) prescrire les mesures de sécurité qui doivent être prises lorsqu'une mine cesse ses opérations ou n'est plus en opération;»;

*g*) par la suppression du paragraphe *u*.

**23.** L'article 270 de ladite loi, modifié par l'article 25 du chapitre 36 des lois de 1968, est de nouveau modifié par l'insertion, après le paragraphe *b* du premier alinéa, du suivant:

«*c*) dans les matériaux rejetés qui font partie du domaine public.»

**24.** L'article 271 de ladite loi, remplacé par l'article 38 du chapitre 27 des lois de 1970, est modifié par l'addition de l'alinéa suivant:

«Toutefois, le permis prévu au paragraphe *c* du premier alinéa de l'article 270 peut être délivré à un individu.»

**25.** L'article 272 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**272.** Le détenteur d'un permis d'exploration a droit sans jalonement d'obtenir pendant sa durée des baux miniers sur le dixième, au plus, de la superficie visée par son permis, de la manière et aux conditions fixées à la section *x*; cependant, pour les dépôts d'alluvion, de même que pour les matériaux rejetés, le lieutenant-gouverneur en conseil peut accorder une plus forte proportion.»

**26.** Ladite loi est modifiée par l'insertion, après l'article 272, de ce qui suit:

“(*oo*) prescribe the documents and plans that must be supplied to the Minister by every operator pursuant to section 244;”;

(*f*) by replacing paragraph *q* by the following:

“(*q*) prescribe the safety measures that must be taken where a mine ceases operations or is no longer in operation;”;

(*g*) by striking out paragraph *u*.

**23.** Section 270 of the said act, amended by section 25 of chapter 36 of the statutes of 1968, is again amended by inserting after subparagraph *b* of the first paragraph, the following:

“(*c*) in rejected materials forming part of the public domain.”

**24.** Section 271 of the said act, replaced by section 38 of chapter 27 of the statutes of 1970, is amended by adding the following paragraph:

“However, the permit provided for in subparagraph *c* of the first paragraph of section 270 may be issued to an individual.”

**25.** Section 272 of the said act is replaced by the following:

“**272.** The holder of an exploration permit shall be entitled to obtain for the duration thereof, without staking, mining leases for not more than one-tenth of the area covered by his permit, in the manner and on the conditions set out in Division *x*; but as regards alluvial deposits and rejected materials, the Lieutenant-Governor in Council may allow a higher proportion.”

**26.** The said act is amended by inserting, after section 272, the following:

## «SECTION XXIXA

## «ORDONNANCES DU MINISTRE

«**272a.** Le ministre peut, par ordonnance:

a) déterminer les formules à utiliser dans l'application de la présente loi;

b) réserver à la couronne pour fin de travaux d'inventaires et de recherches miniers tout terrain où les droits de mine lui appartiennent;

c) ordonner la construction et l'entretien de murs mitoyens ou passages mitoyens entre des propriétés minières.

«**272b.** Toute ordonnance faite en vertu de l'article 272a entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*. »

**27.** Ladite loi est modifiée par l'insertion, après l'article 280, du suivant:

«**280a.** Le juge des mines peut, dans toute affaire dont il est saisi, modifier la superficie d'un claim dans des proportions qui lui paraissent justes et donner à cet égard tous ordres et directives qu'il juge nécessaires. »

**28.** L'article 282 de ladite loi est modifié par le remplacement du dernier alinéa par les suivants:

«Cette requête doit être signifiée à toutes les parties intéressées, y compris au ministre.

La signification de la requête se fait par l'envoi d'une copie de la requête par courrier recommandé ou certifié. »

**29.** L'article 283 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**283.** Le requérant doit transmettre au juge des mines, par courrier recommandé ou certifié, l'original de sa requête auquel il doit joindre les

## “DIVISION XXIXA

## “ORDERS OF THE MINISTER

“**272a.** The Minister may by order:

(a) prescribe the forms to be used in the application of this act;

(b) reserve to the Crown any land on which it owns mining rights, for the purpose of mining inventory and exploration work;

(c) order the construction and maintenance of common walls or common roads between mining properties.

“**272b.** Every order made in virtue of section 272a shall come into force on the date of its publication in the *Gazette officielle du Québec*.”

**27.** The said act is amended by inserting, after section 280, the following:

“**280a.** The Mining Judge may, in any matter referred to him, change the area of a claim in such proportion as he deems fair and make any order and issue any directive he deems necessary in respect thereof.”

**28.** Section 282 of the said act is amended by replacing the last paragraph by the following paragraphs:

“Such petition must be sent to all the interested parties, including the Minister.

Service of the petition shall be made by sending copy thereof by registered or certified mail.”

**29.** Section 283 of the said act is replaced by the following:

“**283.** The petitioner must send the original of his petition to the Mining Judge by registered or certified mail, and must attach thereto the notices of

avis de réception ou de livraison prouvant sa signification. »

**30.** Ladite loi est modifiée par l'insertion, après l'article 307, du suivant:

«**307a.** Les pouvoirs accordés au ministre en vertu des articles 43, 49, 52, 61, 71, 74, 75 et 267 peuvent être exercés par le sous-ministre ou par tout fonctionnaire autorisé spécialement à cette fin par le ministre.

L'article 51 s'applique à la décision rendue en vertu des articles 43, 49 et 75 par le sous-ministre ou par tout fonctionnaire autorisé spécialement à cette fin par le ministre. »

**31.** Les règlements adoptés en vertu des paragraphes *n* et *u* de l'article 268 de la Loi des mines demeurent en vigueur, nonobstant l'abrogation desdits paragraphes par la présente loi, jusqu'à ce qu'ils soient modifiés ou remplacés par ordonnance du ministre adoptée en vertu de l'article 272*a* de la Loi des mines édicté par la présente loi.

**32.** La présente loi entrera en vigueur à la date qui sera fixée par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil.

receipt or delivery proving service thereof."

**30.** The said act is amended by inserting, after section 307, the following:

"**307a.** The powers granted to the Minister under sections 43, 49, 52, 61, 71, 74, 75 and 267 may be exercised by the Deputy-Minister or any officer specially authorized thereto by the Minister.

Section 51 applies to every decision rendered in virtue of sections 43, 49 and 75 by the Deputy-Minister or by any officer specially authorized thereto by the Minister."

**31.** The regulations made under paragraphs *n* and *u* of section 268 of the Mining Act shall remain in force, notwithstanding the repeal of such paragraphs by this act, until they are amended or replaced by an order of the Minister made under section 272*a* of the Mining Act enacted by this act.

**32.** This act shall come into force on the date to be fixed by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council.